

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 18 SEPTEMBRE 2019**

JP/VF

OBJET : 2.3 MISE EN PLACE ASTREINTES (SECTEUR PUBLIC)

L'an deux mille dix-neuf, le dix-huit du mois de septembre à quinze heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

OBJET : 2.3 MISE EN PLACE ASTREINTES (SECTEUR PUBLIC)

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée relative aux droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur ;
Vu le décret n° 2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au bénéfice de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur ;
Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement ;
Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement ;
Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les conditions de compensation horaire des heures supplémentaires aux ministères chargés du développement durable et du logement ;
Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les taux de l'indemnité de permanence aux ministères chargés du développement durable et du logement ;

Au regard des besoins des services, il est proposé au bureau syndical d'autoriser le recours à l'astreinte pour le SEBA (secteur public) dans les conditions suivantes :

Cas de recours à l'astreinte

L'astreinte pourra être utilisée dans les services techniques du SEBA, uniquement pour les astreintes dites « de décision » en exploitation. De ce fait, elle ne concernera que la filière technique.

Modalités d'organisation de l'astreinte

L'astreinte étant liée au service d'exploitation (en effet, sauf exception, seuls les agents d'exploitation réalisent des interventions de terrain en-dehors du temps de travail), les modalités d'organisation de l'astreinte sont celles prévues par l'accord collectif en vigueur dans le secteur privé du syndicat.

Emplois concernés

Emplois de direction de la filière technique exclusivement.

Modalités de rémunération

L'astreinte donnera lieu à indemnisation dans les conditions fixées par les décrets susvisés.

En cas d'intervention pendant les périodes d'astreinte, les agents concernés percevront une indemnité horaire d'intervention ou un repos compensateur selon les montants réglementaires en vigueur.

Par ailleurs, le comité technique a été saisi ce jour et a émis un avis favorable à l'unanimité.

Le bureau syndical est appelé à en délibérer : celui-ci, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL